# la Lettre d'ENSEMBLE!

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## Le Gouvernement déconfine…les matraques

Macron nous annonce un déconfinement par étapes. Pourquoi pas. Il affirme même vouloir la protection de celles et ceux que la crise met sur le pavé. Mais non seulement ce gouvernement ne cesse de cafouiller et de mentir, mais dans les quartiers et villages la misère explose et seules les associations humanitaires viennent en aide. Par contre, il y a un domaine où il n'a pas failli, c'est la répression. Entre textes de loi scélérats et violences policières, il met en place un Etat de plus en plus autoritaire. Lundi soir, place de la République à Paris, ses « forces de l'ordre » ont agressé des réfugié.es sans toits et sans cesse pourchassé.es. Darmanin s'est dit choqué par leur violence, mais c'est sa politique sécuritaire qui provoque ces agressions. Qu'il s'en aille, lui et son préfet Lallement : ce sera un bon déconfinement pour la démocratie


**Nous contacter :**

contact@ensemble-fdg.org

@Ensemblefrontdegauche

@Ensemble_FdG


## 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes !

Les luttes des femmes ont permis des avancées majeures dans la reconnaissance de leurs droits. Mais une partie de ces droits reste formelle, ceux concernant les violences faites aux femmes : dans le monde 1 femme sur 3 est toujours victime de violence sexuelle, en Europe 1 femme sur 5, en France 1 sur 7.

On a appris à qualifier ces violences : sexisme, harcèlement moral, harcèlement sexuel, cyber-harcèlement, agression sexuelle, inceste, viol, par surprise, par intimidation, par force, par personne ayant autorité, viol conjugal, qui peuvent toucher chacun.e. Les violences sont un continuum des rapports de domination, le féminicide en est l'expression ultime.

Elles s'exercent dans toutes les sphères, vie privée, travail, espace public, institutions. C'est donc la société toute entière qu'il faut questionner sur ce qu'elle fait, ou ne fait pas, pour qu'on en arrive là.

Nous mettons en cause dans le maintien de cette oppression les dominations patriarcale et capitaliste et leurs conséquences sur la situation des femmes.

En 2020, nous avons une justice qui s'interroge encore pour qualifier le viol d'une mineure de 13 ans, ou qui n'inculpe que 3 agresseurs sur 20.

En 2020, nous avons un gouvernement qui au nom de la concurrence, veut privatiser le service d'écoute des victimes, le 3919, géré par l'association Solidarités Femmes. Un gouvernement qui ne met pas en place d'actions de prévention dans les écoles, ne finance pas suffisamment les associations d'accueil, d'hébergement, d'écoute, de réparation des victimes.

Le constat, c'est qu'aujourd'hui, en 2020, en France, nous n'avons toujours pas de loi cadre qui permette de répondre à ce fléau, ni les moyens d'une politique publique à la hauteur des ambitions affichées.

Cette situation n'est pas propre à la France. Des femmes vivent l'excision, la stérilisation forcée ou les avortements clandestins. Des femmes reléguées dans les camps de réfugié.es tentent de survivre à l'enfer. Nous pensons à elles, nous en sommes solidaires

Alors ce 25 novembre, malgré la pandémie, nous refusons d'être invisibles. Sur les réseaux sociaux le 21, dans la rue le 25, nous serons là pour crier :

**Nous sommes fortes, nous sommes fières, féministes, et toujours en colère**

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Ensemble ! La Lettre

# A l'hôpital public les personnels de nouveau dans la tourmente

Une tourmente répartie sur tout le territoire, contrairement à celle de mars – avril : les services sont saturés un peu partout.

Les applaudissements de soutien aux soignat.es n'ont pas été entendus. Le ''Ségur de la santé" a été très en deçà de ce qui était nécessaire : augmentations étalées dans le temps, aucune modification de la gouvernance hospitalière, recrutement en berne, fermetures de lits, et un PLFSS 2021 qui ne rattrape rien si on tient compte des dépenses liées au COVID.

Dans les personnels, se télescopent : la peur d'être contaminé (30 000 lors de la première vague, deux fois plus que la moyenne nationale) ou de transmettre à sa famille au vu du manque de matériel ; la fatigue, pas effacée après la première vague et qui s'accumule.

**La colère monte** contre le gouvernement, qui n'a pas fait grand-chose sur les recrutements, alors que les démissions sont en hausse, qui a traîné les pieds pour reconnaitre le COVID comme maladie professionnelle pour les soignant.es ! Une colère qui ne trouve pas encore les moyens de s'exprimer massivement mais qui est toujours présente.

Enfin, il y a la crainte d'être débordé (e) et de se retrouver contraint(e)s de faire des choix insupportables de tri entre les malades.

Ensemble ! soutient les revendications des personnels : 300 euros pour tout.es, embauches massives, formations, une autre gouvernance, l'augmentation des budgets pour l'hôpital public…

# Loi "Sécurité globale" : le gouvernement s'attaque à la liberté de la presse !

De longue date existe au sein des droites françaises une tradition d'hostilité à la liberté de la presse. Celles-ci ont régulièrement imposé des lois dénoncées comme scélérates. Le contexte sécuritaire actuel et son tropisme autoritaire conduisent le pouvoir à marcher sur cette voie dangereuse. Le souci de préempter des thèmes chers à la droite extrême et celui de satisfaire les revendications de certaines organisations de policiers amènent le gouvernement à faire adopter par la majorité parlementaire des lois qui portent gravement atteinte aux **libertés démocratiques,** dont celle de la presse.

Ces lois doivent être dénoncées comme liberticides et combattues à ce titre par la mobilisation des forces démocratiques et le soutien aux rédactions et journalistes qui exigent qu'il y soit renoncé.

# UNITE : pour les droits des femmes, pour les chômeurs/ses

A l'initiative d'Ensemble !, sont réalisés des appels unitaires à manifester les 21 et 25 novembre contre les violences faites aux femmes (voir article) et le 5 décembre pour le soutien aux chômeurs/ses, dont la situation est aggravée par la crise sanitaire.
En voici les signataires :
Ensemble !, France Insoumise, GDS, Génération.s, PEEPS, Nouvelle Donne, NPA, Place Publique

La division n'est donc pas fatale, l**e rassemblement est indispensable** pour agir en défense de celles et ceux dont la crise dégrade encore la situation.